

## Note de positionnement

# FORUM MONDIAL DE L'EAU (FME) : QU'EN ATTENDRE ?

## ANALYSE ET RECOMMANDATIONS SUR L'IMPACT DES FME

Dernière actualisation : 15/11/2023

Organisé tous les trois ans par le Conseil Mondial de l'Eau et un pays hôte depuis 1997, le Forum Mondial de l'Eau (FME) est le grand rendez-vous de la communauté de l'eau, rassemblant de nombreux acteurs (politiques, institutionnels, bailleurs, secteur privé, organisations humanitaires et acteurs de développement, agences intergouvernementales, acteurs de la recherche et de l'enseignement, etc.).

Depuis 2015, la Coalition Eau mène une réflexion sur la portée et l'impact des FME.

Cette note de positionnement présente :

- I. une analyse de l'intérêt et des limites des FME ;
- II. une réflexion sur l'intérêt stratégique du prochain FME organisé en Indonésie en 2024 ;
- III. nos recommandations afin de renforcer l'impact des FME ;
- IV. une présentation du Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME) et de sa perception par la Coalition Eau.

### En bref : Nos recommandations pour améliorer l'efficacité et l'impact des Forums Mondiaux de l'Eau

1. Assurer une participation représentative et effective de la société civile
2. Assurer un fonctionnement du Forum intègre, tant dans sa préparation que dans sa tenue
3. Améliorer les impacts concrets du Forum et son articulation avec les processus de l'ONU
4. Inclure dans l'architecture thématique du Forum la prise en compte de certains enjeux prioritaires

## I LES FORUMS MONDIAUX DE L'EAU : INTERET ET LIMITES

### 1. UN ESPACE D'ÉCHANGES ET D'ÉMULATION MULTI-ACTEURS

Plus grand rassemblement des acteurs de l'eau, le FME s'est progressivement imposé comme une arène privilégiée d'échanges dans le domaine de l'eau. Pour beaucoup, chacune de ses éditions est une occasion de se rencontrer, d'échanger des expériences, de témoigner, de valoriser son expertise et de gagner en visibilité, en présence d'un très grand nombre d'acteurs du secteur de l'eau.

Situé hors du système onusien, le FME peut s'affranchir des règles de participation et de la bureaucratie typiques aux événements de l'ONU : il permet ainsi une approche plus ouverte, avec des débats qui intègrent des opinions au-delà de celles des gouvernements nationaux<sup>1</sup>, bien que certains acteurs soient sous-représentés (voir point 7 ci-après).

En tant qu'espace d'échanges et de rencontres, le FME crée une forme d'émulation entre acteurs qui favorise les collaborations : interconnaissance, développement de partenariats, lancement d'initiatives communes, etc.

### 2. UN AGENDA THEMATIQUE RICHE

Le Forum permet aux participant.e.s de se tenir informés des enjeux qui animent le secteur, voire d'alimenter les discussions pour ceux qui prennent part aux sessions thématiques. Notons que d'autres espaces du secteur de l'eau ont également cette fonction, comme la Semaine Mondiale de l'Eau de Stockholm ou encore les événements régionaux (tels la Semaine asiatique de l'eau, AfricaSan, LatinoSan etc.)

L'agenda thématique est généralement très fourni avec une diversité de sujets couverts.<sup>2</sup> Le FME constitue une arène pour la dissémination des connaissances et des idées. Il favorise toutefois les acteurs qui sont fortement intégrés dans les processus préparatoires et qui en maîtrisent les arcanes : la coordination des sessions thématiques est fortement dominée par les institutions internationales (agences des Nations Unies, banques de développement, OI...), le milieu académique (chercheurs, universités, think tanks...), et les organes gouvernementaux (institutions publiques, agences de coopération bilatérale etc.).<sup>3</sup>

Si les FME constituent un espace d'échanges thématiques, ils donnent toutefois l'impression de créer une vision « mainstream », car il n'y a pas de tensions fortes qui ressortent des sessions. Même si des visions différentes sont présentes, il n'y a pas vraiment de mise en débat des présentations des uns et des autres.

Par ailleurs, il n'est pas possible de mesurer précisément la façon dont la production et la diffusion des connaissances au sein des FME influence plus largement l'agenda mondial, les discours et les politiques liées à l'eau.

---

<sup>1</sup> Newton, J.T. 2014. "Water, water everywhere, nor any drop to drink": An exploration of the lack of a formal global water governance regime. PhD dissertation, The Fletcher School of Law and Diplomacy.

<sup>2</sup> D'après une analyse menée sur 3985 sessions organisées entre les FME 3 et FME 8, plus d'un tiers (37%) des sessions thématiques sont liées à la catégorie Gouvernance. Ensuite, la catégorie Ressources & Technologie a attiré 25% des sessions, tandis que les catégories Social (18%), Economie (14%) et Environnement (6%) représentent une plus petite part des sessions. Source : Molle, F. and Blanchard, M. 2022. World Water Forums, Knowledge Production and the Imagined "Global Water Community". G-EAU Working Paper/Rapport de Recherche No.14. Montpellier, France.

<sup>3</sup> Molle, F. and Blanchard, M. 2022. World Water Forums, Knowledge Production and the Imagined "Global Water Community". G-EAU Working Paper/Rapport de Recherche No.14. Montpellier, France.

Lors des sessions thématiques, diverses initiatives sont lancées ou valorisées, telles que des publications, des plans d'action, etc. Leur impact concret dépend de la volonté de mise en œuvre et de suivi par les acteurs à l'origine de ces initiatives.<sup>4</sup>

Enfin, notons le manque de suivi d'un Forum à l'autre : à chaque FME, la construction de l'agenda thématique repart plus ou moins à zéro, sans suivi des discussions passées ou des initiatives marquantes.

### 3. UNE PORTEE POLITIQUE FAIBLE

Les FME constituent le plus grand événement du secteur de l'eau et permettent, dans une certaine mesure (difficile à évaluer), de mettre en évidence l'importance de l'eau dans le développement durable sur la scène internationale. Leur tenue permet de mettre un coup de projecteur sur les défis liés à l'eau, auprès notamment des médias et décideurs politiques.

Cependant, la portée politique du Forum reste limitée. La difficulté des FME à accueillir une participation forte de représentants politiques de haut niveau (Chefs d'Etats, Ministres...) démontre que le Forum n'est pas le cadre adéquat pour organiser un véritable sommet politique de grande ampleur sur l'eau.

Les déclarations ministérielles, adoptées pour chaque Forum, n'ont pas de valeur juridique. En dehors du système onusien, elles ne sont pas négociées par l'ensemble des Etats et il n'y a pas de liste des Etats « signataires ». Elles pâtiennent d'un réel manque de portage politique et ne semblent pas avoir une influence particulière sur les politiques nationales et internationales des pays. En outre, le FME ne dispose d'aucun mécanisme de suivi des engagements déclaratifs qui peuvent être pris par les Etats ou d'autres participants.

### 4. UNE LEGITIMITE CONTESTEE

Organisé par le Conseil Mondial de l'Eau<sup>5</sup> et un pays-hôte, le FME se situe en dehors du système onusien. S'il a pris progressivement de l'envergure, il a fait l'objet de critiques dès son origine, du fait des liens entre le Conseil Mondial de l'Eau et les grandes entreprises du secteur de l'eau. Ainsi, les participants aux Forums Alternatifs Mondiaux de l'Eau (FAME) dénoncent une trop grande influence des multinationales de l'eau sur le Forum et son aspect « Foire exposition » (*pour plus d'informations sur le FAME, voir la partie en fin de document*).

### 5. LE FME, L'UN DES EVENEMENTS D'UN SECTEUR DE L'EAU TRES MORCELE A L'INTERNATIONAL

L'essor du FME a bénéficié du « vide » laissé par les Nations Unies sur cette thématique, puisqu'il n'existe pas d'agence onusienne de l'eau ni d'espace intergouvernemental dédié à l'eau. 32 agences, programmes et entités onusiennes abordent la problématique de l'eau et ont mis en place un mécanisme de coordination, UN-Water, dont les moyens sont faibles et le mandat limité<sup>6</sup>.

Outre le FME, il existe également de nombreux autres événements ou plateformes majeures, en dehors du système onusien. La Semaine Mondiale de l'Eau de Stockholm organisée par le Stockholm International Water Institute (SIWI) fournit un espace d'échanges aux professionnels du secteur (provenant majoritairement du « Nord »). Le Partenariat « Sanitation and Water for All » (SWA), partenariat multi-acteurs mondial (fortement centré sur les gouvernements), dont le secrétariat est

---

<sup>4</sup> On peut noter l'exemple de la « Water Governance Initiative », lancée au FME de Marseille et qui s'est institutionnalisée dans un processus à part entière piloté par l'OCDE.

<sup>5</sup> Le Conseil mondial de l'eau est une plate-forme internationale multipartite fondée 1996. Il dispose d'un statut français d'association de loi 1901 et son siège est à Marseille. Son Président est Loïc Fauchon, ex-PDG de la Société des Eaux de Marseille, filiale de Suez. Selon son site internet, le Conseil mondial de l'eau compte 260 organisations membres, venant de 52 pays sur 5 continents.

<sup>6</sup> Le mandat de UN-Water est principalement centré sur l'échanges d'informations entre les parties prenantes onusiennes sur l'eau, le suivi des progrès pour atteindre l'ODD 6, la production de connaissances...

hébergé par UNICEF, vise à stimuler le leadership politique en organisant notamment des Réunions ministérielles. D'autres événements mondiaux (Budapest Water Summit) ou régionaux (Africa Water Week, AfricaSan, LatinoSan, SACOSAN, etc.) sont également organisés à des échéances plus ou moins régulières et par une variété d'acteurs.

Enfin, plus récemment, l'organisation d'une Conférence intergouvernementale des Nations Unies sur l'eau en mars 2023, et la perspective d'une nouvelle en 2026, montre une dynamique de renforcement de la coordination internationale et des échanges entre Etats sur les problématiques de l'eau. La question des apports du FME à cette dynamique n'est pas clarifiée.

## 6. UN COUT FINANCIER ET ECOLOGIQUE ELEVE

Le budget pour l'organisation d'un FME est d'environ 20 millions d'euros. Le FME étant une marque détenue par le Conseil Mondial de l'Eau, le pays hôte doit en outre s'acquitter de droits d'utilisation (plusieurs millions d'euros), dans le cadre d'un contrat signé entre les deux entités. La provenance des financements de l'événement est peu transparente.

Par ailleurs, comme pour toutes les conférences internationales, le Forum a un impact environnemental fort lié, en premier lieu, à la venue de nombreux.se.s participant.e.s en avion. Il n'a pas mis en place d'équipements permettant de participer en visioconférence. Plus globalement, les mesures pour réduire l'impact environnemental du Forum – si elles existent – ne sont pas connues.

## 7. UNE PLACE DES ONG/OSC RELATIVE

Le FME s'est petit à petit ouvert aux ONG/OSC, ainsi qu'aux mouvements de jeunes et de femmes. En tant qu'espace multi acteurs, il est ouvert à celles et ceux qui souhaitent y participer, sans passer par des procédures d'accréditation restrictives comme celles des événements de l'ONU. La société civile est également invitée à participer aux différents processus préparatoires du Forum.

Cependant, l'intégration de la société civile est variable d'un Forum à l'autre : elle dépend fortement de la volonté du pays hôte et de son ouverture à la société civile. Le 6<sup>ème</sup> FME à Marseille en 2012 reste un FME marquant en la matière.

Par ailleurs, les ONG/OSC qui participent au FME sont celles « qui le peuvent », car elles disposent des moyens techniques et financiers pour le faire. C'est particulièrement vrai pour l'intégration dans les processus préparatoires : les ONG/OSC en capacité d'influencer l'agenda du Forum, de par leur présence dans les groupes de travail et événements préparatoires, sont très souvent des ONG internationales ou issues des pays développés.

La participation des ONG/OSC, en particulier des pays en développement, se heurte généralement à plusieurs blocages : des frais d'inscriptions trop élevés (entre 650 et 800 euros) ; la mise en place tardive, partielle et peu transparente de mécanismes de soutien financier (sponsorship) ; le manque de capacités pour s'intégrer dans les processus préparatoires et articuler un discours comptable avec ces processus<sup>7</sup> ; les barrières linguistiques ; la difficulté d'accéder à la parole dans les panels thématiques et dans les événements de haut niveau (sessions d'ouverture, tables ronde de haut niveau etc.). Le travail de réseaux, comme l'Effet Papillon, est crucial pour lever ces barrières et offrir des opportunités aux ONG/OSC de tous types, en plus d'articuler un message collectif de la société civile.

Ainsi, d'édition en édition, la Coalition Eau constate que la place de la société civile évolue de façon aléatoire au sein des FME : elle n'est jamais acquise. Le manque d'inclusivité, pour un espace qui se veut résolument multi-acteurs, peut affaiblir les résultats et la crédibilité du processus des FME dans son ensemble. Plus largement, le FME manque d'espaces pour que les populations touchées par les enjeux puissent s'y exprimer.

---

<sup>7</sup> Molle, F. and Blanchard, M. 2022. *World Water Forums, Knowledge Production and the Imagined "Global Water Community"*. G-EAU Working Paper/Rapport de Recherche No.14. Montpellier, France.

## II FOCUS SUR LE FME D'INDONESIE EN 2024 : QUEL INTERET STRATEGIQUE ?

### 1. UN MOMENT D'ECHANGES ET D'OPPORTUNITES

Comme pour chacune des éditions, le FME de Bali peut constituer un espace utile pour se voir, pour valoriser l'action de son organisation, rencontrer des partenaires, créer des opportunités, réseauter, profiter de la venue de divers acteurs pour organiser des RDV de plaidoyer ciblés...

Les ONG/OSC peuvent jouer un rôle pour inscrire à l'agenda thématique des sujets assez peu visibles comme l'approche par les droits, l'amélioration de la couverture des services dans les contextes de crises humanitaires, la participation citoyenne, la GIRE locale, l'agro écologie et les politiques sobres en eau, etc.

### 2. UN FORUM EN ASIE

Bien que peu d'ONG/OSC soient impliqués en Indonésie, le FME organisé à Bali est une opportunité de mettre en lumière des enjeux de pays de cette région, y compris d'Asie du Sud et du Sud-Est comme le Pakistan, l'Afghanistan, le Bangladesh, la Birmanie, les Philippines...

Les enjeux sont immenses : l'Asie du Sud-Est est l'une des régions du monde les plus impactées par les effets du changement climatique (inondations, élévation du niveau des mers, typhons etc), avec une population jeune, une croissance démographique forte, et une pression accrue sur les ressources en eau disponibles.

Le FME est une opportunité pour apprendre et partager des expériences avec des acteurs de la sous-région, et développer des nouvelles collaborations.

Cependant, si la localisation du Forum a tendance à influencer sur les sujets à l'ordre du jour et le profil des participants (forte présence d'acteurs nationaux et régionaux), il reste important de donner une exposition aux problématiques des autres régions et partager des expériences d'autres contextes.

### 3. QUELLE PLACE POUR LA SOCIETE CIVILE ?

A quelques mois du Forum, il est alarmant de constater que les enjeux liés à la participation de la société civile ne constituent pas une priorité des organisateurs. Si un tarif jeune a été mis en place, les OSC doivent s'acquitter d'un prix très élevé pour participer au FME, ce qui constitue une barrière à la présence de très nombreuses structures. De plus, aucune information sur la mise en place d'un éventuel mécanisme de sponsorship pour prendre en charge des déplacements n'a été communiquée. Dès lors, il est difficile pour les OSC de s'impliquer dans les travaux préparatoires, sans visibilité sur leur possible participation à l'événement.

Enfin, peu de liens existent entre les ONG internationales et les OSC indonésiennes.

### 4. UNE ARTICULATION POLITIQUE AVEC L'AGENDA ONU SIEN A PRECISER

Le gouvernement d'Indonésie est mobilisé pour que le FME aboutisse à l'adoption d'une déclaration ministérielle. Des sessions préparatoires sont prévues pour négocier le texte, sous le pilotage du Ministère des Affaires Etrangères indonésien.

Le FME peut faire partie des événements préparatoires aux réunions intergouvernementales onusiennes et s'articuler davantage avec ces processus. Cependant, si généralement la volonté de faire en sorte que le FME soit catalyseur pour l'atteinte des ODD est affirmée, aucune articulation concrète n'est proposée par les organisateurs pour que le FME alimente concrètement les mécanismes onusiens sur l'ODD 6.

### III RECOMMANDATIONS POUR DES FME PLUS IMPACTANTS

Afin de garantir un impact efficace et utile de cet événement, la Coalition Eau porte les recommandations suivantes auprès des organisateurs du Forum Mondial de l'Eau (pays hôte, Conseil Mondial de l'Eau), ainsi que de ses bailleurs :

#### 1. ASSURER UNE PARTICIPATION REPRESENTATIVE ET EFFECTIVE DE LA SOCIETE CIVILE

- Inclure la société civile, de toute mouvance et toute région, dans l'ensemble des processus préparatoires du Forum, y compris à travers des représentants dans les comités de décision, et prendre en compte de manière effective ses propositions ;
- Mobiliser les OSC pour proposer des sessions et assurer leur représentation systématique dans les groupes de travail préparatoires des processus thématique et régionaux ;
- Octroyer un statut d'observateur aux représentants de la société civile dans le cadre du processus politique ;
- Soutenir la mobilisation d'ONG/OSC à travers des financements permettant une prise en charge, sur la base d'un appel ouvert et de critères d'allocation transparents. Ce soutien financier doit se traduire à travers un budget spécifique du FME permettant d'inviter des acteurs de la société civile du Sud au Forum mais également à contribuer dans les processus préparatoires ;
- Inclure dans les contrats entre le pays hôte et le Conseil mondial de l'eau ces dispositions relatives à la participation et au soutien à la société civile ;
- Garantir la représentation équitable d'OSC, de femmes et de jeunes dans les panels du FME à travers des critères clairs.

#### 2. ASSURER UN FONCTIONNEMENT DU FORUM INTEGRE, TANT DANS SA PREPARATION QUE DANS SA TENUE

- Assurer l'inclusion des acteurs locaux et de la société civile dans les espaces de décision (comité de pilotage des FME) ;
- Garantir un budget maîtrisé du Forum, avec un coût-efficacité important, ainsi qu'une transparence sur l'origine et l'allocation des financements ;
- Réaliser une évaluation indépendante des Forums, diffusée publiquement ;
- Réduire l'impact écologique de l'événement (format hybride des réunions préparatoires et du Forum, sensibilisation des participant.e.s, réduction de la consommation d'énergie, conceptions écologiques des espaces, restauration à base de produits locaux, etc.). Des mesures de compensation des impacts résiduels peuvent ensuite être mises en place. Enfin, le Conseil Mondial de l'Eau devrait ouvrir une réflexion sur la maîtrise de l'impact écologique des Forums et sur l'intégration de critères en la matière pour les candidatures et la sélection des pays-hôtes.

#### 3. AMELIORER LES IMPACTS CONCRETS DU FORUM ET SON ARTICULATION AVEC LES PROCESSUS DE L'ONU

- Faciliter les prises d'engagements de la part des gouvernements et autres acteurs, et l'élaboration d'initiatives pour faire progresser le secteur ;
- Assurer une continuité entre les Forums, en particulier au niveau de l'agenda thématique, pour permettre des avancées dans les échanges et les initiatives. Le Conseil Mondial de l'Eau devrait

être le garant de cette continuité et réaliser un suivi des initiatives les plus marquantes entre chaque édition du FME ;

- Mettre en place d'un système de suivi des engagements rigoureux, avec des exercices de redevabilité réguliers entre les FME ;
- Promouvoir la mise en place d'un espace intergouvernemental de l'ONU sur l'eau, pérenne et régulier, qui facilite les échanges entre Etats, et expliciter la façon dont les FME peuvent s'articuler avec ces conférences intergouvernementales sous égide des Nations Unies. En particulier, le processus politique du FME doit permettre d'avancer certains sujets et peut permettre aux Etats de s'accorder sur des éléments de langage sur l'eau, afin de faciliter de potentielles négociations diplomatiques dans le cadre de l'ONU ;
- Préciser les liens avec les autres espaces régionaux et internationaux liés à l'eau ;
- Créer davantage de liens avec des secteurs connexes (agriculture, biodiversité, océan, etc.).

#### 4. INCLURE, DANS L'ARCHITECTURE THEMATIQUE DU FORUM, LA PRISE EN COMPTE DE CERTAINS ENJEUX PRIORITAIRES

Ces thématiques prioritaires ne doivent pas être exclues ou oubliées à l'agenda du Forum :

- Les droits humains à l'eau et à l'assainissement (y compris la question des inégalités) ;
- Les aspects sociaux liés aux problématiques d'eau et d'assainissement ;
- L'assainissement ;
- Les crises humanitaires ;
- La bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ;
- Les enjeux de participation citoyenne, d'approches inclusives ;
- La conception de l'eau comme bien commun ;
- La gestion de l'eau comme un enjeu majeur de politique publique, dans un contexte de raréfaction (quantitative/qualitative) de l'eau douce face à une demande croissante ;
- La sobriété et les modes de consommation ;
- Les enjeux de financements de l'accès à l'eau et à l'assainissement et de la gestion durable et équitable de l'eau.

## IV EN PARALLELE : LE FORUM ALTERNATIF DE L'EAU (FAME)

Des Forums Alternatifs Mondiaux de l'Eau sont souvent organisés en parallèle du FME, avec une ampleur plus ou moins importantes selon les éditions.<sup>8</sup>

L'organisation d'un FAME est très horizontale, et dépend fortement du dynamisme de la société civile locale. Au niveau international, les organisations qui jouent traditionnellement un rôle de leadership important dans l'organisation des FAME appartiennent au mouvement dit de « justice de l'eau ». Ce mouvement informel s'est récemment formalisé davantage avec la création du « People's Water Forum »

---

<sup>8</sup> Il y a eu le FAME de Mexico en 2006, le FAME d'Istanbul en 2009, le FAME de Marseille en 2012, le FAME de Brasilia en 2018 et le FAME de Dakar en 2022.

(autour de 2021-2022) <sup>9</sup>. Les organisations qui jouent un rôle clé dans ce mouvement sont entre autres le Blue Planet Project, le Transnational Institute, Food and Water Watch, European Water Movement...

Généralement, les objectifs du FAME sont de (i) dénoncer l'existence du Conseil Mondial de l'Eau perçu comme un organe illégitime et contrôlé par les multinationales, (ii) contester les solutions mises en avant lors du FME autour de l'implication du secteur privé. Le FAME défend une vision de l'eau comme bien commun et droit humain et lutte contre sa « marchandisation ».

Ses participants sont principalement des associations, des mouvements citoyens, des universitaires et des experts militants. Les FAME sont généralement des espaces ouverts, sans frais d'inscription. Une partie des organisations qui y participent ne vont qu'au FAME, quand d'autres participent à la fois au FME officiel et au FAME (cas de la Coalition Eau).

Les activités organisées sont variées : des marches, des manifestations, des sessions thématiques pour porter des initiatives et alternatives, des événements festifs. Le FAME est largement ouvert aux propositions de ses participants qui peuvent ajouter des activités auto-gérées et enrichir le programme.

Le FAME dispose de moyens bien moindres que le FME et a un écho inférieur auprès de la communauté internationale de l'eau, mais il bénéficie souvent d'une couverture médiatique importante.

Sa dimension nationale est assez forte : il met généralement en lumière des problématiques liées à la gestion de l'eau dans le pays-hôte du FME.

La Coalition Eau participe au FME officiel et selon les éditions, au Forum alternatif. Elle perçoit le FAME comme un espace important pour les acteurs de la société civile qui ne peuvent accéder à l'événement officiel ou qui le rejettent. Les FAME constituent un espace essentiel pour l'expression d'opinions discordantes dans le domaine de l'eau, pour la mise en avant de problématiques, de visions et de discours qui diffèrent de la « doxa » qu'a tendance à créer le FME officiel.

---

La Coalition Eau regroupe les principales ONG françaises engagées pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement et pour l'eau bien commun.

Sont membres de la Coalition Eau : ACAD · Action contre la Faim · BlueEnergy · CRID · 4D · Dynam'eau · EAST · Eau et Vie · Eau Sans Frontières International · Experts Solidaires · GRDR · GRET · Guinée 44 · Hamap Humanitaire · Human Dignity · Hydraulique Sans Frontières · Initiative Développement · Kynarou · Ligue des Droits de l'Homme · Morija · Première Urgence Internationale · Secours Catholique – Caritas France · Secours Islamique France · SEVES · Solidarité Eau Europe · Solidarités International · Vision du Monde · WECF · Wikiwater

---

<sup>9</sup> Voir le site du People's Water Forum : <https://thepeopleswaterforum.org/fr/qui-sommes-nous/>